

Assemblée générale annuelle de la Fédération des producteurs de lait du Québec (FPLQ)

« Le lait : une source durable de développement pour le Québec »

Bruno Letendre, président de la Fédération des producteurs de lait

Québec, le 11 avril 2012/CNW – S’adressant pour la première fois aux participants à l’assemblée générale annuelle de la Fédération des producteurs de lait du Québec (FPLQ), le président de la FPLQ, Bruno Letendre, a souligné le fort appui politique envers la gestion de l’offre et a demandé autant au gouvernement du Canada, dans les négociations commerciales qui ont cours, qu’au gouvernement du Québec, de maintenir l’appui à la mise en marché collective et à la gestion de l’offre. **« Le soutien de l’État à notre modèle est plus nécessaire que jamais pour que les producteurs tirent un revenu équitable du marché, sans dépendre des subventions et contribuent de manière durable à la vitalité économique du pays »**, a déclaré Bruno Letendre.

Le président de la Fédération s’est réjoui de la croissance que connaît en ce moment le secteur laitier. **« Dans un environnement où on nous prédit une grande volatilité des prix des denrées agricoles et des augmentations constantes du prix des aliments au cours des années qui viennent, notre modèle, la gestion de l’offre et la mise en marché collective, offre de la stabilité et de la prévisibilité à tous les partenaires du secteur et aux consommateurs »**, a ajouté M. Letendre. **« Notre bilan de l’année 2011, comme celui des 40 dernières années, le démontre clairement : le secteur laitier est réellement une source durable de développement pour le Québec et pour le Canada. Et ce bilan-là, c’est beaucoup à notre détermination à travailler ensemble avec notre mise en marché collective et la gestion de l’offre qu’on le doit »** a-t-il spécifié.

En effet, la demande pour les produits laitiers est ferme au Canada depuis plusieurs mois et les producteurs de lait ont connu la plus importante augmentation du droit de produire depuis le début des années 2000. De plus, les ventes au détail de lait, de fromages, de yogourts et de beurre sont en croissance. Par ailleurs, les hausses de prix aux consommateurs ont été très raisonnables en 2011, soit de 1,4 % selon *Statistique Canada*, alors que celle de l’ensemble des aliments était de 4,7 %. Aux fins de comparaison, selon la *FAO*, le prix des produits laitiers dans le monde a augmenté de 10 % en 2011 par rapport à 2010. Aux États-Unis, l’augmentation a été de 8,1 % selon le *US Bureau of Labor Statistics* et en France, de plus de 6 % selon l’*Institut de l’élevage*.

M. Letendre a aussi répliqué à certaines critiques qui reprochent au système canadien de freiner le commerce. **« La gestion de l’offre n’est pas un obstacle au commerce international. Le marché canadien des produits laitiers est déjà plus ouvert que celui de la plupart de nos grands concurrents »** a soutenu le président de la FPLQ. Les importations d’ingrédients et de produits laitiers combent de 8 à 10 % de la consommation canadienne. Aux États-Unis, on parle de 2 à 3 % et en Europe de 1,5 %. Le Canada qui a un marché 15 fois plus petit que l’Europe, importe presque 10 fois plus de produits laitiers européens qu’il n’en exporte là-bas. Il affirme que le modèle n’est pas non plus un obstacle à la conclusion d’accords de libre-échange, soulignant que le Canada a signé 11 accords différents depuis 1989, dont l’ALÉNA, toujours en préservant la gestion de l’offre. Il en négocie actuellement une quinzaine d’autres.

À propos des difficultés de certains secteurs agricoles et du phénomène préoccupant de l'accaparement des terres agricoles, le président a déclaré : « **La meilleure ligne de défense contre le dépérissement des campagnes québécoises et contre l'accaparement des terres dont on entend beaucoup parler actuellement, c'est d'assurer un revenu décent aux agriculteurs, comme nous le faisons dans le secteur laitier. Un revenu stable, prévisible, qui vient du marché et non pas de subventions qu'un gouvernement en difficulté peut couper. Un revenu qui permet de planifier le développement de la ferme et son transfert. Si les revenus ne sont pas intéressants, la relève ne sera pas intéressée. S'il n'y a pas de relève, la terre devient une cible pour les spéculateurs qui paient le gros prix. À moyen terme, on deviendra locataires de nos terres ou dépendants des autres pour nous nourrir** ». Il a conclu en précisant qu'au cours des deux dernières années, il s'est perdu moins de 2 % des fermes laitières alors que les Américains, dans un modèle de production déréglementé, en ont perdu plus de 3 % par année pour la même période.

La Fédération des producteurs de lait du Québec représente les 13 500 producteurs et productrices de lait et les 6 300 fermes laitières de la province. Les producteurs québécois livrent annuellement près de 3 milliards de litres de lait dont la vente totalise des recettes à la ferme de plus de 2 milliards de dollars. Le secteur laitier québécois représente plus de 32 % des recettes agricoles de la province et une contribution de plus de 81 000 emplois, 1,2 milliard de dollars de retour en fiscalité et un apport au PIB de 5,1 milliards de dollars dans le secteur de la production et de la transformation.

- 30 -

Source : Jean Vigneault
Directeur, Communications et
vie syndicale
Fédération des producteurs de
lait du Québec

Informations : François Dumontier
Conseiller, relations publiques
et gouvernementales
Fédération des producteurs de
lait du Québec
Cell. : 514 713-0530